



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 38 / Mai 2016



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



La banque centrale craint que les prix continuent d'augmenter

Depuis quelques semaines les prix des biens et de services montent à travers le pays. Dans plusieurs provinces de la République, il y a une surenchère des produits alimentaires de base. Dans l'ex-province du Katanga le prix du maïs a doublé. Le dollar américain se négocie aujourd'hui, sur le marché parallèle, à 975 FC pour 1 dollars. La Banque centrale du Congo est intervenue pour la première fois sur le marché du change en vendant des devises aux banques commerciales. Seuls près de six millions de dollars américains ont été achetés par ces banques au taux de 835 FC pour un dollar américain. La Banque centrale du Congo tient à récupérer près de 67 milliards des francs congolais auprès des banques commerciales. Déo Mutombo, chargé de la direction des échanges à la Banque centrale du Congo, pense que le comportement des banques contraste avec ce qu'il constate sur le marché : "On sait qu'il y a une surchauffe, il y a une pression sur le taux de change et une abondance des francs congolais. Maintenant les banques commerciales nous disent que les billets de francs congolais se sont raréfiés sur le marché alors que le taux de change ne baisse pas".

Actualités néerlandaises

PAGE 2

- Ploumen a décerné le Prix Ambassadeur à Agrico (projet FDOV)
- Les Pays-Bas réduiront les émissions des moteurs à combustion
- Le ministre des finances rejette les affirmations sur l'évasion fiscale
- Bienvenue au Startup Fest !
- La cybercriminalité coûte au gouvernement et à l'industrie

Actualités en RDC

PAGE 3

- La RDC frappe aux portes du FMI et de la BM
- La poste congolaise veut fonctionner comme une institution financière
- Randgold rachète à Dan Gertler le gisement aurifère de Moku
- Pas de faillite à la BIAC qui annonce sa réorganisation
- Les opérateurs demandent au gouvernement de contrôler les importations de VSAT
- Le gouvernement réduit le déficit public pour consolider sa monnaie
- Transco met en place la carte d'abonnement dans ses bus

Congo-Brazzaville

PAGE 4

- Le renouveau de l'huile de palme au Congo-Brazzaville
- La compagnie aérienne congolaise ECAir cherche \$103 million
- Pour Denis Sassou N'Guesso investi, « ce quinquennat sera celui de l'économie »
- Le projet Forêt et Diversification économique commence au Congo
- La cybercriminalité coûte au gouvernement et à l'industrie

PAGE 5

Post Scriptum

- Reportage photos: la fête du Roi
- Informations Pratiques & Contact

Ploumen a décerné le Prix Ambassadeur à Agrico (project FDOV)



Agrico est le gagnant du Prix Ambassadeur 2016. La Ministre Lilianne Ploumen a remis le prix lors de la Conférence des Ambassadeurs. Le spécialiste de la pomme de terre reçoit ce prix pour l'introduction réussie d'une nouvelle race de pomme de terre au Kenya. « L'introduction par Agrico a augmenté de manière significative la productivité et la qualité de la culture de la pomme de terre au Kenya » a dit Ploumen. L'important réseau des petits agriculteurs locaux d'Agrico et en particulier les femmes agriculteurs est la clé du succès.

Ce succès a été réalisé dans un partenariat public-privé avec Facility Sustainability and Food Security (FDOV), Agrico, l'ambassade néerlandaise à Nairobi et les organisations de la SNV et l'IFDC. Le Prix Ambassadeur est conçu pour promouvoir le commerce international et montrer comment les ambassades et consulats néerlandais soutiennent les entrepreneurs. Grâce à la FDOV, le ministère des Affaires étrangères stimule les partenariats public-privé dans le domaine de la sécurité alimentaire et le développement du secteur privé. (Source: RVO.nl. Photo: www.rijksoverheid.nl)

Bienvenue au Startup Fest !



De 24 au 28 mai 2016, les Pays-Bas seront le lieu où chaque startup dans le monde voudra se rendre. Il s'agira d'un marathon de quatre jours de jumelage entre les startups, les investisseurs, les développeurs et les entreprises. Dans le panel impressionnant de conférenciers, on comptera Tim Cook (Apple), Eric Schmidt (Alphabet, la société mère de Google), Travis Kalanick (Uber) et Nathan Blecharczyk (Airbnb).

Durant de cette semaine mouvementée, les Pays-Bas se transformeront en centre d'accueil de la communauté mondiale des startups. Startup Fest Europe a été initiée par StartupDelta, comme le couronnement des résultats ambitieux qui ont été accomplis. L'initiative, menée par Neelie Kroes, a élevé les Pays-Bas à la 1ère position dans le 'Startup National Scoreboard'. (Source: Startupfesteuropa.com. Photo: www.youtech.nl)

Les Pays-Bas réduiront les émissions des moteurs à combustion



Les Pays-Bas vont établir de nouvelles exigences pour réduire les émissions provenant des moteurs installés sur les engins mobiles non routiers. Les représentants du gouvernement néerlandais et du Parlement se sont entendus sur un document de travail, avec des règles applicables à une variété de machines telles que les tronçonneuses, les pelles sur chenilles et les bateaux de navigation. Ces moteurs contribuent considérablement à la pollution de l'air, principalement par leurs émissions d'oxyde d'azote et des particules.

Les réglementations provisoires visent à réduire progressivement les émissions de ces types de moteurs dans le pays et sur le marché européen, en assurant le bon fonctionnement et le renforcement du marché intérieur, tout en protégeant la santé humaine et l'environnement. Sharon Dijksma, la ministre néerlandaise de l'Environnement, a déclaré: « La politique de qualité de l'air de l'UE est l'une des priorités de la présidence néerlandaise. Ces nouvelles règles apportent une contribution significative à la réduction de la pollution de l'air. » L'accord est sous réserve de confirmation par le Comité des représentants permanents du Conseil. (Source: Energylive.nl. Photo: ecofute.blogspot.com)

Le ministre des finances rejette les affirmations sur l'évasion fiscale

D'après Erik Wiebes, adjoint au Ministre des Finances, les Pays-Bas font un effort important pour s'assurer que les accords fiscaux européens conclus soient transparents. En même temps, Les Pays-Bas veillent à ce que les entreprises puissent se localiser en Europe et aux Pays-Bas, a déclaré Wiebes au « Financieel Dagblad ». Il a dit que les Pays-Bas ont joué un rôle 'majeur' dans ses efforts d'accroître la transparence fiscale.

Depuis des années, les Pays-Bas mènent une campagne pour maintenir les avantages fiscaux qu'ils proposent aux multinationales, en dépit des efforts de l'UE pour les éliminer progressivement, a indiqué le journal. « Ce sont de vieilles nouvelles », Wiebes dit, en ajoutant que la pensée politique sur le climat fiscal a changé. « Nous nous opposons aux montages qui permettent aux entreprises d'éviter de payer l'impôt, dit-il. Wiebes a dit qu'il travaille avec le gouvernement néerlandais afin d'assurer le plus large soutien possible pour les nouvelles propositions de la Commission européenne en matière de transparence fiscale. (Source: Dutchnews.nl)

La cybercriminalité coûte au gouvernement et à l'industrie



La cybercriminalité coûte au cabinet néerlandais et au secteur privé environ €10 milliards par an selon une recherche menée par le comptable Deloitte. Deloitte met en avant dans son rapport que le secteur public, les banques, les entreprises technologiques et les industries de la défense et de l'aéronautique sont particulièrement vulnérables à la cybercriminalité. Les dommages impliquent la perte de l'exclusivité de la propriété intellectuelle et des ralentissements du processus monétaire et de production.

« La perte estimée de € 10 milliards, doit être vue comme 'le prix à payer pour faire des affaires' lié à la numérisation de notre société » a déclaré l'expert en cyber-sécurité de Deloitte, Maarten van Wieren. « Cela pourrait être le loisir d'un hacker qui aime s'infiltrer dans les systèmes, mais il pourrait s'agir également d'espionnage industriel ou d'État », pense Dick Berlijn, ancien chef militaire néerlandais et actuellement conseiller spécial sur la cyber-sécurité à Deloitte. Le crime organisé présente un autre problème, a-t-il dit, soulignant qu'un hôpital néerlandais a déjà dû faire face à une demande de rançon contre ces données – Les criminels demandaient d'être payés en échange des données prises en otage. (Source: Dutchnews.nl. Photo: numrush.nl)

La RDC frappe aux portes du FMI et de la BM

Le ministre des Finances, Henri Yav Mulang, a séjourné à Washington, à la tête d'une délégation d'experts congolais partis assister aux assemblées générales du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale afin de discuter des possibilités d'appui à l'économie congolaise. L'objectif est d'obtenir des ajustements budgétaires afin de permettre à l'économie congolaise de supporter les chocs de l'amenuisement des recettes d'exportation de ses produits miniers, la principale source d'alimentation des caisses nationales.

Ils ont pu échanger avec les différents experts économiques internationaux autour des chocs négatifs induits par la baisse des cours des matières premières et des 28 mesures adoptées en janvier par le gouvernement congolais en vue d'impulser la relance de l'économie nationale et de la croissance. (Source : Le Phare Online)

Randgold rachète à Dan Gertler le gisement aurifère de Moku



Le projet d'exploration aurifère de Moku-Beverendi dans le nord-est de la RDC change de main. « Randgold gagnera une participation d'au moins 51 % dans le projet en finançant et en dirigeant l'exploration, de même qu'en réalisant une étude de pré faisabilité », a fait savoir la société minière domiciliée dans les îles anglo-normandes de Jersey. La Société minière de Moku SA était détenue majoritairement par la société Moku-Beverendi SA Goldmines, propriété à 65 % de Fleurette, le holding familial de l'homme d'affaires israélien controversé Dan Gertler (photo).

La société publique Société minière de Kilo Moto SA (Sokimo), contrôlée par l'État, en est également actionnaire à 35 %. Le coût de la prise de participation de Randgold n'a pas été divulgué. Dans son communiqué, Fleurette, rappelle simplement que « 51 millions de dollars ont déjà été investis dans le projet ». (Source: Jeune Afrique Photo: www.haaretz.com)

Le gouvernement réduit le déficit public pour consolider sa monnaie

Le gouvernement a déclaré qu'il avait réduit le déficit public et réfréné la ligne de crédit d'une des plus grandes banques du pays, il s'agit d'une des dernières mesures prises pour consolider sa monnaie. Le premier producteur de cuivre de l'Afrique a été secoué par les prix en baisse des matières premières et les compressions dans le secteur minier, qui ont accrus la pression sur le franc. Certains analystes craignent que cette baisse des matières premières et des dépenses publiques élevées ne mettent en péril le processus électoral de cette année.

Après cinq ans de stabilité des taux de change, le franc congolais a perdu 2,4% par rapport au dollar sur le marché parallèle, entre la fin de Novembre et Février, a déclaré le bureau du Premier ministre. Il a depuis été stabilisé à environ 960 francs par rapport au dollar, a ajouté le bureau. (Source: Reuters)

La poste congolaise veut fonctionner comme une institution financière



La Société commerciale des postes et des télécommunications (SCPT) s'est assignée comme objectif de faire de son service de compte chèque et mandat postal (CCMP), après sa relance, une véritable institution financière devant fonctionner avec tous les attributs et services que l'on retrouve dans une banque, a confié le directeur provincial de la postes de Kinshasa, Joseph Mondio Ekonde. Outre le CCPM, il a été introduit le service MEI (Mandat électronique international).

La poste veut donc à travers ce service devenir une banque. Pour l'envoi de courriers, M. Mondio a laissé entendre que des efforts ont été entrepris pour l'acheminement dans le meilleur délai de tous les produits à leur destination grâce à un partenariat gagnant- gagnant signé avec les compagnies aériennes opérant en RDC. L'hôtel de postes de Kinshasa compte, actuellement, 16.799 abonnés aux boîtes postaux. (Source: ACP. Photo: www.bpcenligne.com)

Pas de faillite à la BIAC qui annonce sa réorganisation

La BIAC, banque internationale au Congo, a démenti les informations mensongères sur sa situation financière. La BIAC qui évoquait dernièrement, avoir fait l'objet d'un audit de la Banque Centrale du Congo (BCC), avait annoncé, avoir depuis engagé une série de discussions « afin de rétablir sa rentabilité et de consolider son bilan à très brève échéance ».

Un premier accord avec la BCC, sur une opération de réescompte à hauteur de 16 milliards de FC (\$17 millions) a déjà été signé et d'autres solutions techniques sont à l'étude. La BIAC enregistre des encours du secteur public de l'ordre de 85 milliards de FC (\$90 millions) soit 30% de son portefeuille de crédits, contre une moyenne de 10% des banques congolaises. Son conseil d'administration vient de nommer une nouvelle directrice générale, Anne Mbuguje, en remplacement de Michel Losembe qui continuera de siéger au conseil. (Source : Top Congo)

Les opérateurs demandent au gouvernement de contrôler les importations de VSAT

L'association des Opérateurs de Télécom en RDC a demandé au gouvernement d'améliorer ses contrôles sur les importations des équipements VSAT et d'identifier ceux qui achètent de tels matériels. Le groupe a déclaré aux journalistes que la fraude des télécommunications coûte à l'Etat et aux opérateurs privés plusieurs millions de dollars par mois. Les fraudeurs utilisent les équipements VSAT pour rediriger le trafic téléphonique entrant vers leurs boîtes-Sim.

Les opérateurs veulent que les représentants du gouvernement inspectent régulièrement les propriétaires des équipements VSAT afin d'assurer qu'il n'y a pas de fraude. Ils ont également utilisé la presse pour répéter leur demande auprès du gouvernement de réduire la taxe sur les appels entrants, dont le taux élevé « ne facilite pas leur tâche ». (Source: Telecompaper)

Transco met en place la carte d'abonnement dans ses bus



Après le lancement de la phase expérimentale de la billettique électronique, la carte d'abonnement est désormais opérationnelle dans les bus de la société publique Transports au Congo (Transco). Le Directeur général a.i de Transco, Michel Kirumba, a lancé officiellement, le 18 avril 2016, le « Livret électronique des tickets de bus » désormais disponible aux usagers des lignes concernées. En effet, c'est un type de porte- monnaie électronique privatif prépayé, permettant le crédit et le débit des unités de transport dans le réseau Transco.

Ce Livret électronique se présente sous forme d'une carte à puce de type NFC. Selon le DG de Transco, cette carte permettra aux usagers de mieux gérer leurs budgets transport, leur évitant, ainsi qu'aux agents Transco, la gestion et la tracasserie de la petite monnaie, mais aussi l'optimisation du temps des montées dans les bus. (Source : le Potentiel Online. Photo: rdcnews.net).

Le renouveau de l'huile de palme au Congo-Brazzaville



Au nord du pays, l'exploitation des palmeraies a repris grâce à un investissement total de 350 milliards de francs CFA (533,6 millions d'euros) effectué par la société privée, Eco Oil Energie. Depuis 20 ans, près de 50 000 hectares de palmiers étaient à l'abandon dans la région de la Sangha au nord du Congo. Eco Oil Energie a repris les actifs de l'entreprise publique en 2013 pour relancer la production d'huile de palme.

La production a commencé depuis un peu plus de six mois. L'objectif est de produire quotidiennement 60 tonnes d'huile brute. La société mise par ailleurs sur la transformation locale. 90% de son huile de palme servira à la production de bio-carburant qui est déjà distribué dans une première station-service. Une usine a été mise sur pied pour des produits tels que l'huile ou la margarine et vendus sous la marque Sangha Palm. (Source: Jeune Afrique. Photo: economie-africaine.com)

Le projet Forêt et Diversification économique commence au Congo



C'est un projet du gouvernement de la République du Congo, dont le financement total s'élève à 32,6 millions de dollars américains, soit 16,3 milliards de FCFA. Le Congo finance 69,7 % du montant total du Projet et l'IDA (Groupe de la Banque Mondiale) 30,3 %. Globalement, ce projet vise trois objectifs. Renforcer les capacités du personnel de l'administration forestière. Ensuite, l'appui aux activités d'afforestation et de reboisement. Et la sensibilisation des populations locales et autochtones sur leurs droits et leurs responsabilités dans la gestion des ressources forestières.

Ce projet vise, d'une part, à renforcer les capacités du ministère de l'Economie Forestière et du Développement durable à promouvoir la mise en œuvre de la législation en matière forestière, et d'autre part à créer un environnement favorable à la diversification économique en organisant l'appui au secteur privé et la participation des populations locales dans la gestion durable du domaine forestier. (Source : RFI. Photo: wecaninternational.)

La compagnie aérienne congolaise ECAir cherche \$103 million



ECAir cherchera à lever 60 milliards de francs CFA (\$103.070.000) sur le marché régional de la dette de l'Afrique centrale pour financer son expansion, a déclaré la compagnie aérienne nationale de la République du Congo. Une obligation sur 5 ans avec un coupon à 6%, en unités de 10.000 francs CFA, garantie par l'Etat, sera commercialisée à travers six pays de la zone franc CFA d'Afrique centrale jusqu'au 21 mai, a-t-elle déclarée dans un communiqué. « Cette obligation va nous permettre d'investir dans la flotte, élargir notre réseau, ouvrir un centre de maintenance à l'aéroport de Maya Maya (Brazzaville) et améliorer notre centre de formation », a déclaré le Directeur Général d'Ecair, Fatima Beyina-Moussa.

ECAir prévoit d'ouvrir trois nouvelles routes cette année à Abidjan, la capitale commerciale de la Côte-d'Ivoire, Bangui, la capitale de la République centrafricaine et N'Djamena, la capitale du Tchad. Sa flotte actuelle comprend un Boeing 767, deux Boeing 757, trois Boeing 737 et un Beechcraft 90. De Brazzaville et Pointe-Noire, elle opère des vols vers Paris, Douala, Cotonou, Dubaï, Libreville, Bamako et Dakar. (Source: Reuters. Photo: www.primature.cd)

Pour Denis Sassou N'Guesso investi, « ce quinquennat sera celui de l'économie »

Ce nouveau mandat de M. Sassou N'Guesso, arraché au prix d'une modification préalable de la constitution, inaugure de nouvelles règles de gouvernance avec la nomination d'un Premier ministre, chef du Gouvernement, et, en principe, un statut constitutionnel pour l'opposition. Mais en dépit de ces concessions politiques, le pouvoir fait face depuis plusieurs semaines à de vives contestations.

Face à cette opposition, M. Sassou N'Guesso répond par la promesse d'un décollage économique imminent: « Ce quinquennat sera celui de l'économie », a-t-il affirmé lors de son discours d'investiture. « Tous nos efforts tendront à consolider l'économie nationale de sorte qu'elle soit profondément diversifiée, dynamique, florissante et surtout créatrice d'emplois décents par milliers » assure-t-il. Pour cela le chef de l'Etat entend favoriser l'éclosion des initiatives privées, accompagner le financement des entreprises, attirer des investissements étrangers dans un large éventail de secteurs économiques et développer une diplomatie économique. (Source: Agence Ecofin)

Zone CEMAC : la croissance repliera de 2,8% en 2015 à 2% en 2016



La croissance économiques au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), dont fait partie le Congo-Brazzaville, continuera de se détériorer pour s'établir à 2% en 2016, révèle une projection de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC).

Ce repli est la conséquence de la persistance de trois facteurs : la baisse continue des prix des matières premières notamment le pétrole, l'insécurité due aux activités terroristes de la secte islamiste nigériane Boko Haram (surtout au Cameroun et au Tchad) puis la baisse de la demande intérieure dans les pays avancés et émergents, au rang desquels la Chine. Pour le gouverneur de la BEAC, Lucas Abaga Nchama, un léger relèvement des tensions inflationnistes de 2,7% est à prévoir pour cette année, avec une détérioration du solde budgétaire à 7,1% du PIB. (Photo: www.afrik.com)

POST SCRIPTUM

Reportage photos: la fête du Roi

Le jeudi 21 avril, l'ambassade des Pays-Bas à Kinshasa a célébré (comme chaque année) la fête du Roi. Nous sommes heureux de partager avec nos fidèles lecteurs les quelques photos de cette soirée qui fût très festive.



INFORMATIONS PRATIQUES

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotolo
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30

Vendredi / 08:00 – 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 -12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur www.linkedin.com



M. Gerard Michels (Ambassadeur)

Mme Corina van der Laan (Chef de mission adjoint)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer)

M. Christian Senga (Economic policy officer Est de la RDC)

Mme Sandy Makola (Economic policy officer)

M. Paul Deza de Massiac (Stagiaire)

